

## Les Autochtones et la diversité dans les villes canadiennes

Evelyn J. Peters (Université de la Saskatchewan)

Commentaire de John Richards (Université Simon Fraser)

Novembre 2006

Dans ce chapitre tiré d'un ouvrage de l'IRPP en préparation, intitulé *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*, Evelyn Peters analyse les données des recensements de 1981 et 2001 pour tenter de déterminer dans quelle mesure les gens des Premières Nations et les Métis qui vivent dans les villes sont victimes de marginalisation économique et spatiale. Près de la moitié des Autochtones du Canada vivent aujourd'hui en milieu urbain, et l'étude d'Evelyn Peters considère les quatre villes où se trouvent les plus grandes concentrations de gens des Premières Nations et de Métis, soit Edmonton, Regina, Saskatoon et Winnipeg.

### Principaux résultats

- En moyenne, les gens des Premières Nations et les Métis vivant en milieu urbain sont défavorisés sur le plan socioéconomique. Par rapport aux non-Autochtones, ils affichent des taux plus élevés de pauvreté et de chômage et une proportion moindre de ménages à revenu élevé, et ils occupent des emplois moins rémunérateurs. Leur situation économique s'est améliorée de 1981 à 2001, mais l'écart vis-à-vis les non-Autochtones ne s'est pas rétréci de façon notable.
- On n'observe pas de concentration significative des gens des Premières Nations et des Métis par rapport aux autres groupes urbains. En 1981, la majorité d'entre eux vivaient dans des quartiers où ils représentaient moins de 10 % de la population. Le nombre des Autochtones urbanisés avait plus que triplé en 2001, mais les deux tiers d'entre eux vivaient dans des quartiers où ils représentaient moins de 20 % de la population.
- Evelyn Peters rejette une idée très répandue qui veut que les Autochtones urbanisés soient concentrés dans des quartiers pauvres. À Winnipeg, Regina et Saskatoon, ils représentaient entre 26 et 34 % de la population des quartiers pauvres en 2001. À Edmonton, toutefois, seulement 8,1 % des Autochtones vivaient dans de tels quartiers, et ils ne représentaient que 11,5 % de la population totale de ces quartiers. Selon l'auteure, ces résultats (de même que le fait qu'il y avait relativement peu de quartiers urbains à forte concentration de pauvreté) ne permettent pas de conclure qu'une classe marginale d'Autochtones est en train de se développer dans les villes.

Dans le commentaire qui accompagne l'étude, John Richards présente une interprétation légèrement différente des données utilisées par la professeure Peters. Il fait remarquer qu'en 2001, la majorité des Autochtones de Winnipeg, Regina et Saskatoon vivaient dans des quartiers où ils représentaient plus de 10 % de la population, ce qui marque une augmentation par rapport à 1981. Contrairement à Evelyn Peters, il estime que, dans ces trois villes, les chiffres révèlent une dérive vers la concentration géographique en fonction de l'appartenance raciale.

### Incidence sur la politique et recommandations

Du point de vue de la formulation des politiques, le défi le plus important est lié à l'interaction entre la culture et la communauté autochtones, d'une part, et la vie en milieu urbain, de l'autre. Selon Evelyn Peters, l'incompatibilité

supposée entre la culture urbaine et les systèmes de croyance autochtones est une idée qui existe depuis longtemps, mais les données indiquent non seulement que les institutions des Premières Nations et des Métis peuvent se développer dans les villes canadiennes mais qu'elles sont nécessaires. John Richards ajoute qu'il importe au plus haut point d'améliorer les résultats scolaires des Autochtones car ce n'est que par ce moyen qu'ils pourront gagner des salaires plus élevés.

Les initiatives de développement économique doivent valider la légitimité des organisations autochtones urbaines en les intégrant dans le processus d'élaboration des politiques. Grâce à leur connaissance intime de la communauté autochtone et aux liens qu'elles maintiennent avec elle, ces organisations peuvent contribuer à la mise au point de stratégies de développement efficaces et assurer leur succès.

Comme bon nombre de groupes autochtones urbains n'ont pas de relations étroites avec les organisations nationales, il n'est pas évident que les ententes négociées au niveau national (par exemple, l'accord de Kelowna, signé l'an dernier) auront des effets bénéfiques sur les populations urbaines.

Vu que l'écart socio-économique entre les Autochtones et les non-Autochtones vivant en milieu urbain ne se rétrécit que très lentement, il faut mettre en place des mesures vigoureuses pour combler ce fossé. Les Autochtones urbains occupent une place relativement secondaire dans l'accord de Kelowna, qui ne prévoit pour les populations urbaines qu'un investissement de 200 millions de dollars (sur un montant total de 1,8 milliards) dans le secteur de l'éducation.

Le nombre d'organisations autochtones a augmenté considérablement à Winnipeg et Edmonton depuis 10 ans. Elles constituent une infrastructure importante pour la promotion des droits, la représentation politique, le développement communautaire et la prestation de services sociaux.

## **Commentaire de l'IRPP**

Ce chapitre montre que la question des Autochtones vivant en milieu urbain revêt une importance grandissante du point de vue de la politique publique. Dans le passé, les politiques fédérales (y compris l'accord de Kelowna, dans une certaine mesure) ont mis l'accent sur les Autochtones vivant dans les réserves, qui relèvent de la compétence constitutionnelle d'Ottawa. Comme le nombre d'Autochtones qui migrent vers les villes continue de s'accroître, le gouvernement fédéral a toutefois commencé à ajuster ses priorités. Ainsi, le budget fédéral de 2006 accorde aux provinces un montant de 300 millions de dollars pour répondre aux besoins de logement des Autochtones hors réserve (qui s'urbanisent de plus en plus).

Le chapitre sert également de prélude à un programme de recherche beaucoup plus vaste que l'IRPP consacre à la qualité de vie des Autochtones et qui verra la publication de sa première étude plus tard ce mois-ci. Le programme portera sur un certain nombre d'éléments — éducation, santé, développement économique communautaire, etc. — qui influent grandement sur les chances d'épanouissement de la population autochtone du Canada.